

Les pays pauvres existent-ils ?

La CNUCED publie désormais, depuis 2000, un rapport annuel consacré aux pays les moins avancés (PMA). On trouvera ce rapport, dans la seule version qui existe, l'anglais, à l'adresse suivante : http://www.unctad.org/en/docs/ldc2007_en.pdf. L'appellation anglaise pour PMA est LDC (*the least developed countries*).

L'Agence des Nations Unies dénombre 50 pays classés dans cette liste dont une très forte majorité se situe en Afrique subsaharienne. Ces 50 pays comptent 767 millions d'habitants, soit environ 12 % de la population mondiale.

Au regard de l'idéologie dominante, on est en droit de se demander si ces 12 % ne constitueraient pas, un peu comme certains économistes parlaient d'un chômage structurel pour signifier qu'il ne pouvait pas être baissé, une limite en deçà de laquelle il serait très difficile, voire impossible, de descendre. Une sorte de réalité, honteuse peut-être, mais consubstantielle à l'existence même des quelques 150 autres pays de la planète !

Le rapport s'attache à indiquer les voies pour faire entrer ces PMA dans le « développement ». La CNUCED a fait le choix d'inscrire en exergue de son document de plus de 200 pages, le célèbre aphorisme du prix Nobel de littérature Thomas Eliot qui peut être traduit par « Où donc se trouve la sagesse si elle se perd dans la connaissance ? Où donc est la connaissance si elle se réduit à l'information ? ». On peut y voir là une certaine ambiguïté. La sagesse exigerait-elle cet ordre-là des choses ? Ou bien encore, résiderait-elle dans une sorte d'ascèse « offerte » ainsi à une partie de l'humanité ?

La CNUCED s'empresse de démontrer pour quel type de scénario elle milite à propos des PMA. Elle prévoit, en effet, deux avenir possibles. Dans l'un, les PMA continueront à rassembler toutes les misères du monde, y compris celle de réunir la majorité de ceux qui, d'ici à 2015, continueront à vivre avec moins de 1 dollar par jour ; dans l'autre, les PMA cesseraient d'être marginalisés pour entrer dans une sorte d'avenir radieux qui, peu à peu grâce à la croissance, certes soutenable, s'ouvrirait à eux.

La Lettre a noté à plusieurs reprises déjà combien les analyses et les données produites par plusieurs agences de l'ONU étaient particulièrement fouillées et combien les altermondialistes avaient intérêt en s'en saisissant. C'est, notamment, le cas pour le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), pour l'Organisation internationale du travail (OIT) ; il en va de même pour la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

On y trouve une description sans fard de la réalité de notre monde et de vigoureuses condamnations de la manière dont il va ; elle s'accompagne, souvent, de recommandations pour sortir de cette réalité. Le rapport 2007 de la CNUCED s'inscrit dans cette tradition.

Cependant la cause première de l'état déplorable qui est décrit n'est jamais donnée, ou alors, parfois, en très discret filigrane. Or la grande majorité des économistes qui sont à l'origine des ces excellents rapports sait parfaitement que ce qu'ils s'attachent à décrire, ne se produit pas *ex nihilo*. Un système constitue le terrain sur lequel poussent ces monstrueuses inégalités, c'est celui qu'imposent les propriétaires du capital. Quant à l'existence de ceux-ci on pourra, par exemple, se reporter à l'article de la Lettre n° 5 relatif à une étude du PNUD à propos des inégalités ou à celui de cette Lettre même sur les très riches. Ne pas affirmer clairement que la régulation publique face à celle des seuls « marchés » est urgente et irremplaçable, revient à laisser indéfiniment les mêmes causes produire les mêmes effets. Ne pas montrer que la production massive de biens publics, et donc leur financement, est totalement indispensable à l'inversion du creusement des inégalités et pour mettre fin à la grave et rapide détérioration de l'environnement de la planète, revient à ne vouloir pas utiliser les seuls remèdes véritables.

1) La mondialisation néolibérale profite-t-elle aux PMA ?

On sait le slogan asséné pour justifier l'extension sans fin des échanges : ils sont un facteur de progrès universel ! Les chiffres livrés par le rapport infirment cette prétention.

Ainsi, on note que la part des importations des biens d'équipements¹ dans le total des importations n'a pas varié pendant les deux décennies du Consensus de Washington² (1980-1999), dans sa période la plus flamboyante, puisque le ratio importations de biens d'équipement/ importations totales est resté à 4,5 sur les 20 ans et n'a atteint que 5,9 en 2005. Dans les autres PVD³, le ratio est passé, sur la même période de 5,3 à 11,9.

Si on rapporte ces importations au total des importations, on observe une diminution sur la période, diminution beaucoup plus importante encore si on les compare aux exportations puisque le ration diminue de près de 10 points !

En tenant compte des données démographiques, les chiffres sont encore plus impressionnants puisque le total des importations de biens d'équipements par habitant qui était de 11 \$ dans les PMA en 1980 s'est élevé à 18 \$ en 2005. Sur la même période pour les autres PVD, on passait de 46 \$ à 207 \$.

La CNUCED utilise le concept de chaîne de valeur⁴, pour un certain nombre de produits, afin de déterminer le comportement des entreprises envers les PMA. Plus la part du pays considéré s'accroît dans les exportations mondiales d'un produit déterminé plus la valeur ajoutée dans ce pays s'élève. On trouvera dans le tableau 9, pages 28 et 29 du rapport, une impressionnante description de l'importance que revêtent les PMA dans la stratégie des entreprises. L'évolution des pourcentages est calculée sur les 10 ans 1995-2005 pour le pétrole, l'aluminium, le coton, le bois, le poisson, les légumes, les fibres textiles, le cuivre, le bétail, l'aliment pour bétail et le cuir ; il s'agit là, comme on le voit, d'une assez large éventail de produits pour lesquels les pays du Sud pourraient être considérés comme disposant d'avantages comparatifs. Il n'en est rien puisque, sur la période, ces pourcentages n'ont pas varié, parfois ils ont très légèrement augmenté et souvent, ils ont diminué. Faut-il préciser que, exception faite du coton (graines) dont la part des PMA dans les exportations mondiales est passée de 10,8 % à 10,9 %, les pourcentages sont souvent, pour les autres produits, inférieurs à 1 %.

2) Le fameux IDE (investissement direct étranger)

On sait que l'IDE est réputé être l'alpha et l'oméga du développement, y compris pour les PMA. Le G8 se vante même d'avoir pu inciter à créer, pour l'Afrique, le NEPAD⁵ dont les résultats, six ans après sa création, sont ridiculement insignifiants.

Cette croyance, au moins affichée, du caractère salvateur du secteur privé pour sortir du « sous-développement » repose toujours sur le même principe : ce sont les marchés qui sont les meilleurs « allocataires » de toutes les ressources, partout dans le monde. Une once d'honnêteté intellectuelle montre, devant l'accroissement vertigineux des inégalités de toutes sortes et la monstrueuse dégradation de l'environnement en général, la pertinence de pareille prétention ! Il est vrai, en revanche, qu'ils sont très efficaces pour augmenter les revenus des

1 On prétend, d'une manière générale, que les biens d'équipements sont le meilleur vecteur pour l'acquisition des technologies nouvelles, elles-mêmes apportant le progrès techniques

2 Bien que cette dénomination soit apparue à la fin de la décennie, le triptyque sur lequel repose son principe : libéralisation, privatisation et stabilisations des prix a fait florès durant toute cette période.

3 Pays en voie de développement. Rappelons que le PIB de tous les PVD est de 20 % seulement du total mondial pour 80 % de la population du globe (2004).

4 La notion de « chaîne de valeur » a été développée il y a une vingtaine d'années, notamment, par Michaël Porter pour repérer les opérations élémentaires dans le processus général de production des firmes afin de spécifier les avantages concurrentiels respectifs et, partant, les secteurs de plus grands profits potentiels.

5 Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique. On pourra se référer à l'ouvrage d'Attac publié aux Editions Mille et Une Nuits chez Fayard en 2007

propriétaires du capital.

Quel est donc le ressort essentiel dans le choix de procéder à un investissement ? Toutes les enquêtes révèlent évidemment ce que le principe même du système capitaliste exige, ce sont les perspectives de profits qui commandent le choix de l'investissement. D'ailleurs le terme « investissement » doit être pris avec beaucoup de circonspection. C'est ainsi, en effet, qu'entre 1999 et 2000, on observa que l'IDE mondial chuta de moitié, le phénomène des fusions acquisitions avaient, d'une année sur l'autre, brusquement cessé d'être attrayantes pour les investisseurs. On admettra que le contenu « investissement » d'un processus qui se contente d'un changement de propriétaires du capital sans ajouter un cent de valeur est largement discutable !

En 25 ans, l'IDE entrant dans les PMA est passé de 0,5 milliard de dollars à 7,8 milliards de dollars en 2005. On pourrait être tenté de voir dans ces chiffres une augmentation importante, ce qui est incontestable. Cependant si on observe que le montant atteint en 2005 doit être rapporté à celui de 916 milliards de dollars, le montant mondial du flux entrant d'IDE, on admettra que les quelque 0,9 % que l'IDE dans les PMA représente dans l'IDE mondial, dont 60 % vont dans les pays industrialisés, conduit à tempérer fortement l'enthousiasme des thuriféraires du rôle du secteur privé dans le développement.

Une autre remarque de nature « qualitative » quant à l'IDE dans les PMA doit être faite, puisque sur les cinq premières années du 21^{ème} siècle, ce sont 56 % du montant total qui sont consacrés au secteur pétrolier. On admettra que le contenu « développement » dudit secteur est, très largement discutable. La CNUCED note d'ailleurs, en terme délicieusement « expert » qu'il y a une faible « évidence » du transfert des hautes technologies utilisées dans l'industrie extractive, en faveur des industries locales. C'est, une fois encore, la preuve que les propriétaires du capital l'investissent dans les secteurs les plus rentables. Qui s'en étonnerait ? Le rapport note clairement que « la diffusion de la technologie étrangère aux PMA grâce aux mécanismes de marchés intervient à un très faible degré, il y a dans ces pays un très faible développement technologique en dépit de la très haute exposition de ces pays au commerce international et aux lux financiers »⁶.

Bien entendu, les secteur pétrolier est, pour les PMA considérés, très fortement exportateur. C'est le même cas de figure qui est observé pour l'industrie de l'habillement qui jouit, après le pétrole, de la prédilection des « investisseurs ». Dans ce dernier cas, le non transfert de technologie observé par la CNUCED s'accompagne d'une « sécurité » supplémentaire pour l'investisseur : il s'installe dans ces nombreuses zones franches que l'on rencontre dans les PMA, ces zones pratiquement sans droit, en tous cas avec un droit du travail « adapté » et une fiscalité particulièrement favorable à l'investisseur.

3) Influence sur les politiques nationales

Une phrase du rapport illustre parfaitement la distance qu'il existe entre les exigences d'un véritable développement et les conditions pour qu'elles soient respectées. On lit page 85 que « les gouvernements des PMA devraient intégrer dans leurs stratégies de développement et de réduction de la pauvreté, une politique intégrant les STI (sciences et technologies de l'innovation) ». En effet, aucun des PMA étudié dans le rapport n'a les ressources nécessaires pour mettre en œuvre pareille politique qui seraient pourtant, en effet, totalement indispensables. Elle supposerait des budgets d'éducation et de santé, notamment, qui devraient être très largement supérieurs à ce qu'ils sont. Il faut se souvenir que, rapportés aux PIB considérés, ces budgets sont, dans les PMA, 3 ou 4 fois inférieurs à ce qu'ils sont, en moyenne, dans les pays du Nord ! Les porter à des volumes compatibles avec un véritable développement ne passe évidemment pas par la ridicule APD (aide publique au

6 Rapport CNUCED 2007, page 43, libre traduction par l'auteur du présent article

développement) qui ne représente toujours, avec ses quelques dizaines de milliards de dollars annuels que 0,2 % environ des PIB des pays de l'OCDE, mais par l'instauration de taxes globales qui devraient produire plusieurs centaines de milliards. Hors ce type de disposition, et malgré les bonnes intentions, cela revient à appliquer un cautère sur une jambe de bois !

4) Droits de propriété intellectuelle

« La terminologie de droits de propriété intellectuelle se réfère à ces règles légales, normes et régulations qui protègent contre l'usage non autorisé de produits intellectuels », telle est la définition donnée dans le rapport pour les fameux ADPIC⁷.

Les concepts dans lesquels sur lesquels s'appuient les « produits intellectuels » sont donc clairs : ceux qui ressortissent à la propriété privée. Aux yeux des « orthodoxes », il ne saurait être là question de biens publics.

Dans un tel décor et compatissants à l'égard du Sud, les biens intentionnés ne peuvent que veiller à ce que celui-ci puisse, par exemple, déposer autant de brevets que le Nord ! Dans ce type de modèle, toute la connaissance mondiale relative au sida, par exemple, n'appartient pas à tous mais, puisque l'on est bien disposé, il faudra simplement veiller à ce que les brevets n'entraînent pas de droits par trop exorbitants !

Les sacro-saints principes du libre-échange qui sont à la liberté ce que la canonnière est à la démocratie, ne sont pas contestés. Pourtant, pour continuer avec l'exemple du sida, il serait tout à fait indispensable de ne pas laisser à quelques puissantes transnationales pharmaceutiques le « droit » de prétendre s'être approprié le savoir mondial sous le prétexte qu'elles ont été habiles à « déposer » tel ou tel brevet.

On est là au cœur du capitalisme : les marchés, entendons les puissants, sont les seuls à pouvoir réguler la marche du monde, pas question que les citoyens, à travers une régulation publique, puissent définir la société dans laquelle ils veulent vivre !

Dès lors, tous les ratios donnés et toutes les courbes établies⁸ ne pourront qu'illustrer la course mythique dans laquelle on verra les PMA s'exténuer. La CNUCED n'a plus, alors, qu'à se désoler de constater que « entre 1998 et 2004, les marques commerciales ont joué un rôle aussi grand que les brevets pour les résidents des PMA »⁹ et de regretter que les PMA manquent d'expertise pour se mouvoir dans le maquis des brevets et autres réglementations du genre !

La CNUCED s'en remet à une autre agence des Nations Unies, l'OMPI¹⁰, pour prendre en compte les « exigences du développement » dans les règles et préconisations de l'OMPI qui ne devraient pas constituer « une fin en soi, mais un moyen de développement »¹¹. D'ailleurs le rapport évoque les « excès » de la réglementation. Nous voilà rassurés, une fois encore la régulation par les marchés fera merveille. Cependant la CNUCED glisse, un peu comme dans un aparté discret que « peut-être le modèle le plus prometteur est offert par le mécanisme de source libre, *open source* »

5) L'émigration

Le rapport souligne que, dans les PMA, en raison d'un trop faible niveau de

7 Accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce

8 Pages 93 et suivantes du rapport CNUCED

9 Page 95 du rapport CNUCED

10 Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, créée en 1967, trois ans après la CNUCED. En Anglais, WIPO

11 Page 101 du rapport CNUCED

disponibilité de personnes formées, l'émigration depuis ces pays peut y entraîner de lourdes conséquences. La CNUCED estime que dans la littérature, tant les modèles théoriques que les données réelles, ne permettent pas d'affirmer clairement que les migrations sont bénéfiques au développement. Elle semble préférer une vigoureuse politique de formation et d'éducation qui doit accompagner le développement véritable de ces pays. On ne saurait trop être d'accord avec elle sur ce point, surtout quand on nous dit que 30 à 50 % des personnes du Sud ayant été formés aux sciences et techniques vivent au Nord ! Quand on sait, par exemple, l'état proprement alarmant de la santé en Afrique subsaharienne¹² et que l'on apprend¹³ que le nombre de médecins provenant de cette région du monde exerçant aux Etats-Unis et au Canada¹⁴ est égal à la moitié de ceux qui travaillent dans leurs pays d'origine¹⁵, on est convaincu que ... le développement est en marche.

Quant aux causes, ce sont bien les conditions faites dans les PMA qui poussent leurs ressortissants, tant les pauvres que les plus chanceux, à émigrer.

A cet égard, le rapport souligne un des nombreux drames qui se déroulent dans l'indifférence des responsables, des *policy makers*, comme on dit dans les milieux internationaux. C'est celui qui relève des transferts financiers en provenances des migrants. Le chiffre cité provient des études de la Banque Mondiale et s'élève à 167 milliards de dollars pour 2005 après une augmentation moyenne annuelle de 10 % sur la dernière décennie, bien supérieure à celle de l'IDE. Ces montants, même si ils sont probablement sous-évalués en raison des techniques de transferts qui, souvent, échappent aux dispositifs bancaires et autres, sont, il faut le rappeler, 3 ou 4 fois plus élevés que l'APD selon les chiffres retenus.

C'est d'ailleurs pour ne pas laisser cette manne qui, venant du Nord, ne lui coûte rien, s'évaporer sans que les professionnels du développement ne s'en mêlent, que l'intérêt porté à ces flux s'accroît. Pensez, voir échapper aux circuits habituels de décisions et de transferts de pareils montants n'est guère tolérable. En premier lieu, il faut que l'appareil bancaire, et ses officines plus ou moins officielles, puissent les prendre en charge. Qu'une part des transferts opérés par les Maliens vivant en France, parvienne à Kaye sans même qu'une banque n'ait eu à intervenir, est, aux yeux des « sachants », intolérable. Mais, le cynisme n'ayant décidément pas de limite, il s'agit de faire entrer ces transferts dans « l'aide au développement » ! Que cet argent provienne de l'exploitation imposée, pour l'essentiel, aux plus misérables de ceux qui, au Nord, participent aux profits des transnationales plusieurs fois recensés dans La Lettre, ne semble pas émouvoir nos « responsables ». Une fois mis dans les « bons » circuits, un sou est un sou !

Conclusion

Alors que les deux tiers des exportations des PMA sont constitués de produits primaires¹⁶, alors que plus du tiers de la population des PMA souffre de malnutrition¹⁷, on constate que la recherche dans le secteur agricole, dont aucun expert ne nie l'importance pour la totalité de ces pays, va régulièrement décroissant depuis 1990¹⁸, atteignant ainsi le chiffre monstrueusement bas de 0,4 % des sommes consacrées à la recherche sont dévolus à la recherche agricole !

Pourtant, au cours de ces deux dernières décennies ce sont bien les vertus du

12 Selon le Rapport sur le développement humain, PNUD 2006, l'espérance de vie à la naissance pour l'Afrique subsaharienne est, avec une valeur de 46,1 ans, la plus faible du monde.

13 Rapport CNUCED, page 150

14 PNUD, *op. cit.* : Nombre de médecins pour 100 000 habitants au Canada, 214 et 256 aux Etats-Unis

15 PNUD, *op. cit.* : Nombre de médecins pour 100 000 habitants en Afrique subsaharienne, de 2 à 28 selon les pays

16 PNUD, *op. cit.*

17 PNUD, *op. cit.*

18 Rapport CNUCED, page 175

Consensus de Washington qui sont partout vantées et appliquées.

Une fois encore, comment pourrait-il en aller autrement ? Comment pourrait-on espérer qu'un investisseur privé consacre les sommes dont il dispose -ou d'ailleurs qu'il va emprunter- à un secteur et à un pays dont les taux de rentabilité sont jusqu'à dix fois moindres qu'ailleurs, voire négatifs ?

Ce sont bien les citoyens, et non les marchés, qui, dans l'exemple donné ici, doivent décider des montants qui sont à consacrer à la recherche en général et à la recherche agronomique en particulier.

On s'apercevra alors que les ressources nécessaires ne sont pas disponibles, en particulier dans les PMA ; c'est bien pourquoi, on voit mal où trouver ces ressources ailleurs qu'à travers les taxes globales en faveur desquelles Attac et le mouvement altermondialiste militent.